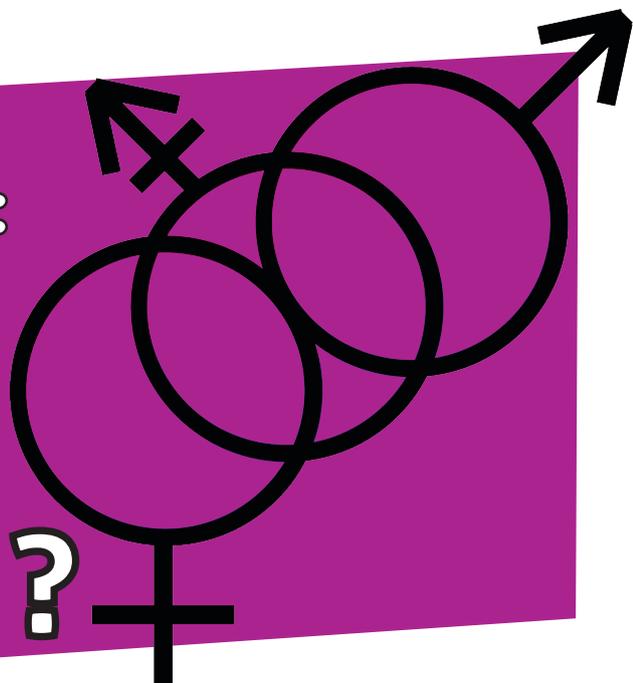


WWW.NPA2009.ORG

Marche des fiertés 2012 : L'EGALITE, C'EST MAINTENANT ?



MÊME SI L'AMBIANCE Y EST À LA FÊTE, LA MARCHÉ DES FIERTÉS EST AVANT TOUT HISTORIQUEMENT POLITIQUE. C'EST L'ÉVÉNEMENT QUI PERMET DE RÉCLAMER DE NOUVEAUX DROITS ET UNE VÉRITABLE RECONNAISSANCE POUR LES LESBIENNES, LES GAYS, LES BIS, LES TRANS ET LES INTERSEXES (LGBTI).

Car au quotidien il existe une **oppression spécifique des LGBTI**, qu'elle soit institutionnelle (pas de droit au mariage ni à l'adoption), physique et psychologique (insultes, violences) mais aussi quotidienne (regards réprobateurs, exclusion, rejet par la famille et les ami-e-s...).

Cette situation n'est pas naturelle. Elle découle d'un système de société, le **patriarcat**, basé sur la division des sexes et sur la domination des hommes sur les femmes.

C'est un système qui a été construit, pour assigner une place à chacun-e.

Les conséquences, ce sont les violences, les viols, les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes, la répartition inégalitaire des tâches

dans les familles, la dépréciation de qui ne correspond pas au rôle qui lui est attribué...

Un des ressorts du patriarcat est logiquement **l'hétérosexualité obligatoire** : chacun-e à sa place ! La répression de l'homosexualité par la société n'est pas innocente : les jeunes homosexuel-le-s sont sept fois plus nombreux-ses à commettre des tentatives de suicide que la moyenne.

Le **système capitaliste** s'appuie sur le système patriarcal et l'entretient car il lui offre plusieurs avantages, comme la division et la hiérarchisation entre hommes et femmes, hétéros et homos..., la transmission du capital par l'héritage, ou encore la pérennité du modèle familial qui permet la reproduction de la force de travail à moindre coût grâce à l'exploitation du travail gratuit des femmes.

Le patriarcat et le capitalisme sont donc main dans la main pour présenter l'hétérosexualité comme la « norme naturelle ». **Le sexisme, l'homophobie, la biphobie, la transphobie, la mutilation des intersexué-e-s** en sont des conséquences intolérables et que nous combattons au quotidien !

Aller vers une véritable égalité, cela signifie aller vers une société qui ne colle plus d'étiquettes, qui n'assigne plus des genres et des rôles, mais qui laisse chacun et chacune s'épanouir librement. C'est cela aussi le projet du Nouveau parti anticapitaliste.



**Le mot d'ordre de la Marche cette année est :
« 2012 : l'égalité n'attend plus! ».**

Pourtant, il semblerait que l'égalité devra attendre encore. Le président nouvellement élu, François Hollande, a déclaré qu'il ne s'occuperait du mariage et de l'adoption qu'en 2013, malgré son slogan « Le changement, c'est maintenant ». Par ailleurs, la question du mariage a été très (voire trop) mise en avant par les médias, au point qu'un certain nombre de questions restent à l'arrière-plan, voire sont oubliées.

En cas de décès du parent « légal », les enfants peuvent être éloignés sans qu'il y ait de droit de visite...

De même, l'ouverture du droit à l'adoption pour les couples gays et lesbiens est une simple question de justice : l'amour que l'on porte à un enfant et à la capacité à l'élever de façon à ce qu'il s'épanouisse n'a aucun rapport avec l'orientation sexuelle : les crispations sur ce droit viennent de ce que l'enfant aurait besoin d'un modèle homme et d'un modèle femme : pour notre part nous combattons justement ces modèles sexistes !

L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE CONTINUENT DE FAIRE DES RAVAGES.

Les insultes homophobes, les agressions verbales voire physiques, la discrimination au travail (harcèlement, refus d'augmentations, d'emplois, licenciement, etc.) ou à l'embauche, le refus du don de sang ou d'organes des gays, la non reconnaissance de la transphobie comme discrimination spécifique, les propos homophobes et/ou transphobes de certains politiques, tout cela reste toujours autant d'actualité, voire se développe !

Nous luttons contre l'invisibilité de l'homosexualité dans les supports de représentations de la société comme les films, les livres, la presse mais aussi les cours à l'école, au collège ou au lycée. Nous refusons l'éducation différenciée des garçons et des filles, chacun-e devant correspondre à ses caractères sexuels primaires et secondaires et se comporter en conséquence, et contre l'hétérosexualité obligatoire.

L'ÉGALITÉ DES DROITS CIVIQUES, UNE REVENDICATION ESSENTIELLE.

Elle mettrait fin à un système inégalitaire qui entretient l'homophobie. Elle mettrait aussi fin à des injustices et à des drames humains.

Malgré toutes les réserves que l'on peut avoir sur l'institution du mariage, la discrimination entre couples hétéros et homos est inacceptable : nous voulons pouvoir choisir de ne pas nous marier ! Alors que des dizaines de milliers d'enfants sont aujourd'hui élevés par des couples d'hommes ou de femmes, ces familles sont toujours clandestines. Le deuxième parent n'est pas reconnu par les administrations (établissements scolaires, hôpitaux...) pour prendre des décisions.

LES TRANS CONTINUENT À GALÉRER AU QUOTIDIEN,

que ce soit pour effectuer leur transition, toujours marquée par la pathologisation, la négation du droit de s'autodéterminer et la mauvaise prise en charge niveau santé, pour vivre au quotidien, par les difficultés qu'ils-elles rencontrent pour obtenir leur papiers (et tous les problèmes qui en découlent), par la stigmatisation...

François Hollande a promis des changements. Pourtant son discours est plutôt flou et marqué par des ambiguïtés inquiétantes. Ainsi, il a déclaré à Têtu qu'il n'y avait pas de raison de donner la gratuité à ce qui est un « choix individuel ». Cette assimilation de la transidentité à un choix relève au mieux de l'ignorance dans les grandes largeurs de cette question, au pire d'un profond mépris. Les trans n'ont pas choisi de vivre dans le mauvais genre, voire le mauvais corps. Cela signifie-t-il à terme une remise en cause des remboursements actuels, pourtant généralement insuffisants, surtout au vu de la forte précarité de la population trans ?

En Argentine, le gouvernement vient de faire passer une loi autorisant le libre choix de la mention de genre sur les papiers d'identité, sans avoir à passer par un médecin ou un juge. Il reconnaît ainsi que la perception de son propre genre relève du personnel et de l'intime et non de la société.

INTERSEXUÉ-E-S: STIGMATISÉ-E-S ET INVISIBILISÉ-E-S

Un certain nombre de personnes naissent sans que l'on puisse les étiqueter comme homme ou femme sur la base de l'apparence de leurs organes génitaux. Ne se conformant pas aux critères binaires de notre société, ils et elles subissent souvent des opérations, qui sont de

véritables boucheries, puisqu'on ne se préoccupe que d'obtenir des organes sexuels visuellement conformes mais pas forcément fonctionnels : il arrive que des organes fonctionnels soient mutilés parce que trop petits ou trop grands ! L'identité de genre et le droit à disposer de son corps de l'enfant ne sont pas pris en compte, l'opération étant effectuée peu après la naissance au prétexte d'une urgence à normaliser.

LES PROBLÈMES LIÉS AU SIDA RESTENT TOUJOURS AUSSI PRÉOCCUPANTS

Non seulement l'épidémie touche fortement certaines parties de la population : homo, trans, immigré-e-s, prostitué-e-s, prisonnier-e-s... mais en plus les séropos vivent dans des conditions insupportables : 50% des personnes vivant avec le VIH vivent sous le seuil de pauvreté.

Souvent stigmatisé-e-s, ils/elles subissent de plein fouet le démantèlement de la santé publique mis en place par la droite. La diminution du personnel hospitalier et les franchises médicales sont des mesures particulièrement dramatiques : les malades du sida ne sont pas des patient-e-s rentables. Pourtant, François Hollande s'est fait très discret sur ces questions. Sans doute parce que remettre en cause ces mesures ne fait pas partie de son programme d'austérité « de gauche ».

JEUNES LGBTI: UNE POPULATION PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE

L'homophobie et la transphobie frappent particulièrement les jeunes, puisque le moment de la prise de conscience de son identité et orientation sexuelle a en général lieu à une période de vulnérabilité économique et sociale : or les jeunes LGBT qui se font virer de leur foyer familial ont très peu de centres d'accueil où ils-elles peuvent reprendre confiance en eux-elles, rencontrer d'autres personnes qui ont le même vécu ; ils et elles se retrouvent donc particulièrement précaires et dans des situations dangereuses.

Le taux de suicides ou de tentatives de suicide chez les jeunes LGBT reste extrêmement alarmant au regard de celui de la population générale. L'homophobie et la transphobie restent les premières causes de suicide chez les jeunes de 15 à 24 ans.

Les moyens attribués à la recherche contre le VIH/SIDA sont toujours insuffisants, et les tests écartent ou sous-impliquent certaines catégories comme les femmes, les trans, les usager-e-s de drogue ou les co-infecté-e-s. Les accords sur la propriété intellectuelle comme les accords ACTA réduisent la possibilité de produire des médicaments génériques à bas coûts au détriment notamment des populations les plus atteintes et les plus pauvres. Les moyens de protection sont toujours payants et pensés pour les hommes, alors que les femmes et les jeunes (économiquement précaires) sont des populations où le taux d'exposition est significatif.

La représentation du VIH/SIDA comme une maladie spécifique aux gays est telle que le don de sang et d'organes leur est interdit, sous prétexte qu'ils constitueraient une « population à risques ». Il n'y a pas de « populations à risques », il n'y a que des « pratiques à risques ». L'orientation sexuelle n'a rien à voir dans l'histoire : les gays ne sont pas mécaniquement inconscients, et les hétéros pas naturellement prudent-e-s !

HOMONATIONALISME: NE NOUS TROMPONS PAS D'ENNEMI-E-S!

Le score du FN à l'élection présidentielle s'explique en partie par son lifting, qui a vu Marine Le Pen se poser en championne des libertés individuelles. Ainsi, elle a prétendu tolérer l'homosexualité, au contraire des musulmans intégristes. Or tou-te-s les intégristes, quelle que soit leur religion, sont homophobes : les attaques contre l'introduction du genre dans les programmes de SVT ou le droit à l'IVG, les tabassages lors des kiss-ins, la lutte contre le mariage gay, sont portés principalement par les milieux d'extrême-droite en France.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

La répression des LGBTI est en vigueur dans 88 pays. Pourtant, en France, le droit d'asile n'est accordé qu'au compte-goutte. Ceux et celles qui se retrouvent sans-papiers sont renvoyé-es chez eux-elles, même quand cela signifie la mort, dans le cas des pays où l'homosexualité est punie de la peine capitale. Les conditions d'accueil des demandeur/se-s d'asile LGBT sont déplorables.

NOUS EXIGEONS :

- **UNE VÉRITABLE POLITIQUE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE, AVEC L'INTRODUCTION DE LA NOTION DE GENRE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES ET DES INTERVENTIONS SYSTÉMATIQUES D'ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SEXISME ET L'HOMOPHOBIE DANS LES CADRES SCOLAIRES, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE L'ÉDUCATION SEXUELLE, POUR UNE ÉDUCATION À TOUTES LES FORMES DE SEXUALITÉ.**
- **L'ACCÈS DES HOMMES AYANT DES RELATIONS SEXUELLES AVEC D'AUTRES HOMMES AU DON DU SANG ET AU DON D'ORGANES.**
- **L'INCLUSION DE L'HOMOPHOBIE DANS LES DÉLITS DE HARCÈLEMENT MORAL.**
- **LA FIN DES PROTOCOLES DE TRANSITION ACTUELS, ET LA MISE EN PLACE DE LA POSSIBILITÉ DE POUVOIR CHOISIR RÉELLEMENT COMMENT FAIRE SA TRANSITION.**
- **LE REMBOURSEMENT INTÉGRAL DE LA TRANSITION.**
- **LA FACILITATION DU CHANGEMENT D'IDENTITÉ (SANS NÉCESSITER D'EXPERTISE, D'OPÉRATIONS, DE DIVORCE, DE STÉRILISATION ET DE PARCOURS PSYCHIATRIQUE IMPOSÉ ETC).**
- **LA FIN DE LA STIGMATISATION DES INTERSEXUÉ-E-S ET DE LEURS OPÉRATIONS IMPOSÉES AVANT QU'ILS-ELLES AIENT L'ÂGE DE DÉCIDER PAR EUX-ELLES-MÊMES.**
- **UNE AMÉLIORATION DES OPÉRATIONS DE RÉASSIGNATIONS DE SEXE.**
- **LA SUPPRESSION DE LA MENTION DU GENRE SUR LA CARTE D'IDENTITÉ.**
- **LA SUPPRESSION DES FRANCHISES MÉDICALES ET FORFAITS HOSPITALIERS, ET UN INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT DANS LE SERVICE PUBLIC DE SANTÉ À HAUTEUR DES BESOINS, L'ACCÈS AUX SOINS GARANTI POUR TOU-TE-S, QUELLE QUE SOIT SA NATIONALITÉ, SON STATUT, OU SES REVENUS.**
- **UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE PRÉVENTION, AVEC UNE PRISE EN COMPTE DE TOU-TE-S DANS LES TESTS THÉRAPEUTIQUES.**
- **L'ACCÈS LIBRE ET GRATUIT AUX MOYENS DE PROTECTION POUR TOU-TE-S.**
- **LA RÉGULARISATION DE TOU-TE-S LES SANS-PAPIERS.**
- **LE STATUT DE RÉFUGIÉ-E POUR TOUTE PERSONNE PERSÉCUTÉE EN RAISON DE SON ORIENTATION SEXUELLE, SON IDENTITÉ DU GENRE OU SON STATUT SÉROLOGIQUE.**
- **LE DÉVELOPPEMENT ET LE FINANCEMENT PUBLIC DES CENTRES D'ACCUEIL POUR LES LGBTI EN RUPTURE FAMILIALE.**
- **UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE POUR TOU-TE-S LES JEUNES.**
- **L'ÉGALITÉ INTÉGRALE DES DROITS CIVIQUES POUR TOUS LES COUPLES, MARIÉS, PACSÉS, EN CONCUBINAGE, ET LES CÉLIBATAIRES : L'ÉGALITÉ FISCALE, LE DROIT À L'HÉRITAGE, AUX PENSIONS DE RÉVERSION, À LA FILIATION, À L'HOMOPARENTALITÉ, À L'ADOPTION ET À LA PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE.**



POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tél. :

Mail :